

FRÉDÉRIK GUILLAUME DUFOR  
DJAMILA MONES<sup>1</sup>

## Populismes, Nationalismes et Économie Politique du Pétrole au Canada

---

### Abstract

*This article focuses on two types of contemporary Canadian populism, facing and opposing each other. Embedded in the Canadian political economy, these two populisms took a sovereignist and left-wing form in Quebec; and a regionalist and separatist form in the West (Prairies and British Columbia). Both of them recast the link between the demand for control over territory and the demand for control of strategic resources, based on the powerful Canadian extractive industry. The article begins with a brief socio-historical analysis of regionalist populisms in the West. It clarifies the concept of petropopulism, which has dominated separatist formations in the West since the 1980s. Second, the article examines an episode in Quebec politics: the left-wing populism embodied by Québec Solidaire (QS), which articulates a nationalism in search of a State, with the rejection of extractive industries presented as "foreign" to the national body. The article concludes with some hypotheses on the future of populism in the structuration of Canadian politics.*

### Résumé

*Cet article propose une analyse sociopolitique de deux populismes canadiens contemporains, qui se font face, s'opposent indirectement l'un à l'autre, et s'inscrivent dans la dialectique canadienne de l'économie politique du pétrole. Insérés dans l'économie politique canadienne, ces deux populismes prennent une forme souverainiste et de gauche à l'Est, au Québec; une forme régionaliste, séparatiste et ancrée à droite, à l'Ouest (Prairies et Colombie-Britannique). Dans un premier temps, l'article effectue une analyse sociohistorique des populismes régionalistes dans l'Ouest canadien. Les auteurs développent le concept de pétropopulisme, qu'ils mobilisent pour étudier les formations séparatistes de l'Ouest depuis les années 1980 et pour mettre en relief la forme de « nationalisme des ressources » qui y occupe une place centrale. Dans un second temps, l'article s'intéresse à un épisode récent de la politique québécoise : la mobilisation par Québec Solidaire (QS) d'un populisme de gauche, sensé renouveler le projet indépendantiste. Il analyse comment ce populisme de gauche tente de se nourrir du rejet*

---

1 L'ordre de présentation des auteurs est alphabétique.

*des industries extractives présentées comme « étrangères » au corps national québécois. En conclusion, l'article émet quelques hypothèses sur l'avenir des populismes dans la structuration de la politique canadienne.*

---

Cet article aborde l'économie politique et symbolique des populismes au Canada durant les dernières années. Il analyse deux courants populistes récents sur l'échiquier politique canadien : l'un de droite, substantiel et avec de profondes racines historiques, l'autre de gauche, plus éphémère, dont les discours et idéologies politiques sont indissociables de l'importance de l'économie politique du pétrole au Canada. L'article opère ainsi une comparaison entre deux dynamiques contrastées autour d'un même enjeu énergétique. Ces deux dynamiques prennent des formes contradictoires et surtout, n'occupent pas la même importance politique au Canada. L'une, à l'Ouest, est structurelle, ancrée dans des assises socioéconomiques, sociopolitiques et historiques profondes. L'autre, à l'Est, se révèle davantage conjoncturelle ou tactique, et susceptible d'être rapidement éclipsée. Notre comparaison de ces deux populismes est aussi asymétrique que les populismes qu'elle présente. Le premier est présenté en longueur, car ses manifestations ne sont pas près de disparaître. La présentation du second est plus courte car il traduit davantage une manifestation stratégique qu'une réalité sociopolitique structurante.

L'article présente dans un premier temps, et plus longuement, les racines historiques des populismes de l'Ouest canadien. Il analyse leurs ramifications profondes dans l'économie politique du pétrole, précise ce que l'on qualifie de pétropopulisme (d'autres parlent de populisme extractif) et analyse les déclinaisons actuelles de ce mouvement de fond. Nous revenons ensuite plus succinctement sur le populisme de gauche de Québec Solidaire (QS), en montrant comment le parti mobilisa le thème de l'opposition aux puissantes élites pétrolières pour promouvoir son projet indépendantiste. Bien qu'opposés, ces courants ont joué un rôle important : l'un en politique fédérale, l'autre surtout en politique provinciale au Québec depuis les années 2020. En conclusion, nous émettons des hypothèses sur l'avenir de ces formations populistes dans la structuration de la politique canadienne.

### **Régionalisme, autonomisme et populismes dans l'Ouest canadien**

Le début de l'année 2022 a fait découvrir à plusieurs Canadiens une réalité dont ils avaient plus ou moins connaissance : la forte capacité de mobilisation de mouvements populistes de droite en sol canadien et la capacité de disruption de plus en plus réelle de mouvements de droite radicale sur ce territoire, proches, pour certains, de l'alt-right américaine. Pendant un mois, le convoi dit « de la liberté », d'abord organisé par des séparatistes de l'Ouest canadien et regroupant des individus bien au-delà des « camionneurs », a établi un siège devant le Parlement canadien. Le convoi a bloqué des routes et paralysé des points de passage aux

frontières avec les États-Unis (Dufour/Mones 2022). L'ordre public dans la ville d'Ottawa et l'économie canadienne dans son ensemble furent profondément affectés par ces mobilisations. Surtout, la crise a été politique. Les partis politiques fédéraux n'ont pas fait consensus sur la réponse à apporter. La question de la légitimité du mouvement a traversé les rangs du Parti Conservateur du Canada, entre soutien aux participants et appel au calme.<sup>2</sup>

Il ne fait aucun doute que l'opposition aux mesures sanitaires a galvanisé ces mouvements et leur a donné une capacité de mobilisation allant au-delà des faibles résultats électoraux habituels des formations séparatistes de l'Ouest (oscillant entre 0% et 7% des votes, par circonscription). Toutefois, la croyance selon laquelle le Canada était à l'abri de ce type de populismes de droite, ou du moins de l'extrême droite (Ambrode/Mudde 2015), a été sérieusement remise en question par ces événements. Aux fins de comparaison sociopolitique, cet article revient d'abord sur les racines profondes des mouvements populistes dans l'Ouest canadien. Il analyse ensuite, discours à l'appui, un épisode plus conjoncturel au Québec, alors que Québec Solidaire pris un virage populiste dans la foulée de la campagne électorale québécoise de 2019. Ces populismes se font miroir et s'opposent à bien des égards : depuis les années 1980, les populismes de l'Ouest canadien sont ancrés à droite, voire à l'extrême-droite de l'échiquier politique; le populisme épousé par Québec Solidaire en 2019 était à gauche et en phase avec celui de formations comme la France insoumise et Podemos. Si ces différences sont bien réelles, ces deux manifestations de populisme ont des affinités à un autre niveau : elles se perçoivent mutuellement comme une irréductible altérité, voire un ennemi, dont il faut se débarrasser. Puis, cette dynamique d'opposition est ancrée dans l'économie politique de la fédération canadienne et plus particulièrement dans l'économie politique des hydro-carbures canadiens. C'est ce qui justifie l'analyse comparée, bien qu'asymétrique, de ces deux dynamiques sociopolitiques.

### **Une fédération de régionalismes**

À première vue, la fédération canadienne apparaît comme une entité politique relativement stable, dont la vie politique a surtout été ponctuée par des chocs constitutionnels, cadencés par la vigueur du nationalisme en quête d'un État au Québec. Pourtant, on a aussi pu souligner que des dynamiques régionales fracturaient profondément la fédération, bien au-delà du Québec (Brie/Mathieu 2021).

Découpée en dix provinces et trois territoires, la fédération canadienne est souvent ramenée à cinq ou six grandes régions : Atlantique, Centre du Canada (Ontario et Québec), Prairies, Colombie-Britannique, Territoires du Nord. Pour les fins de cet

---

2 Pierre Poilievres, nouvellement élu chef du Parti Conservateur du Canada, faisait parti des politiciens qui appuyaient les manifestants du convoi, ainsi que Maxime Bernier, chef du Parti Populaire du Canada.

article, nous désignerons par l'Ouest canadien, l'ensemble les Prairies et l'est de la Colombie Britannique. Une histoire partagée (une arrivée tardive dans la fédération), un rapport spécifique au gouvernement fédéral (la « politique du ressentiment », Resnick 2000), au-delà de leur géographie variée, justifie, lorsque l'on s'intéresse aux tendances autonomistes et séparatistes canadiennes, d'analyser ces provinces comme un ensemble doté d'une certaine cohérence. Certes, cette cohérence régionale n'est pas dotée d'une institution représentative régionale (Gibbins 1980), mais cela n'empêche pas la « région » d'être mobilisée comme symbole politique pour motiver l'autonomie ou la séparation de ces provinces. L'Ouest existe aussi par le regard extérieur porté sur lui. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la région a fait l'objet de campagnes de peuplement visant indistinctement ces quatre provinces : « The last best West », annonçaient les campagnes publicitaires. Au-delà des variations électorales, démographiques, socioéconomiques, politiques entre ces provinces, la région existe comme communauté politique « imaginée » (Anderson 2006; Bourdieu 1980), mais pas *nécessairement* sous une forme nationale. Si une majorité des canadiens de l'Ouest s'auto-identifie à cette identité régionale et s'accorde sur le fait que « l'ouest est une région distincte, différente de multiples manières du reste du Canada » (Gibbins/Berdahl 2003, 13), ils sont aussi moins susceptibles de se dire très attachés à leur province ou territoire, que de se dire très attachés au Canada (The Confederation of Tomorrow 2021).

#### *Régionalisme et/ou nationalisme ?*

Il n'y a pas de consensus académique sur la définition de régionalisme (Mansfield/Solingen 2010). Par cette expression, nous entendons ici la défense des intérêts d'une région dans les discours et par des pratiques institutionnalisées (partis, formations, mouvements, think tanks, conférences, médias) contre des pouvoirs qui lui sont extérieurs (celles-ci pouvant être l'État central ou des puissances étrangères). Pour reprendre l'idée générale de Fawcett:

The aim of regionalism is to pursue and promote common goals in one or more issue areas. Understood thus, it ranges from promoting a sense of regional awareness or community (soft regionalism), through consolidating regional groups and networks, to pan- or subregional groups formalized by interstate arrangements and organizations (hard regionalism). (Fawcett 2004, 433)

Les différents mouvements étudiés à l'Ouest ne sont pas exactement ce que Brubaker qualifie de nationalismes en quête d'un État (Brubaker 1998) : il s'agit fréquemment de formations qui jouent sur une confusion stratégique entre séparation et autonomie (demandes de réforme de la répartition des pouvoirs entre les échelons de gouvernement). Il ne s'agit pas davantage de nationalisme des minorités. On l'a souligné, la rhétorique des formations séparatistes à l'Ouest repose

largement sur l'identification au Canada et la prétention à mieux représenter cette canadienité que ne le fait le projet fédéral dans lequel elles s'inscrivent. Elles ne s'inscrivent pas en opposition au nationalisme majoritaire. Pour ces raisons, plutôt que d'utiliser le terme de nationalisme, qui ne recouvre pas la réalité des pratiques et des discours dans l'Ouest, nous utilisons le terme de régionaliste pour qualifier l'orientation des formations politiques de l'Ouest canadien.

De la même manière, les différents nationalismes québécois ne sont pas tous en quête d'un État souverain (Dufour/Tanguay 2021). Nous utilisons cependant le terme de nationalisme en quête d'un État pour décrire l'orientation politique du parti politique Québec Solidaire.

Par ailleurs, toutes les formations auxquelles nous référons ici, à l'Est comme à l'Ouest, aspirent, au moins dans le texte, à sortir de la fédération canadienne : elles sont donc sécessionnistes au sens constitutionnel du terme (Cagiao y Conde/Gagnon 2019). À l'ouest, le terme de « sécessionnisme » fait d'ailleurs bien partie des catégories de pratiques mobilisées dans la langue politique des acteurs politiques régionaux. Très chargé aux États-Unis et en Amérique du Nord plus largement, cette catégorie des pratiques est mobilisée au Canada davantage par des micro-formations mobilisant l'imaginaire politique de la guerre civile américaine et des Confédérés.

Dans un effort de dissociation des catégories de pratiques et des catégories d'analyses, et pour éviter cette confusion, nous parlons ici de séparatismes de l'Ouest pour désigner les formations, mouvements, partis enregistrés ou non, revendiquant la séparation des provinces de l'Ouest du reste de la fédération canadienne. Peu importe que celle-ci se traduise dans une autonomie politique complète à l'endroit du Canada (formation d'un nouvel État) ou dans l'annexion à leur voisin du sud, les États-Unis. Et nous parlons des indépendantismes de l'Est, pour qualifier les formations nationalistes québécoises en quête d'un État. On s'intéresse donc aux régionalismes séparatistes de l'Ouest d'un côté, et au nationalisme québécois de l'autre.

#### *L'économie politique du régionalisme de l'Ouest*

L'économie canadienne, en matière énergétique, comprend plusieurs sources d'énergie : pétrole, gaz naturel, hydroélectricité, charbon, nucléaire (uranium), solaire, éolienne, marémotrice et biomasse (Gouvernement du Canada 2021). 9,16% du PIB total du Canada provient du secteur de l'énergie; 55 % de sa production d'énergie en 2019 provient du pétrole, 34 % du gaz et 11 % des gaz naturels liquéfiés (Hughes 2021). Comme le rappelle Hughes, « la production de pétrole au Canada ne commence véritablement qu'à la fin des années 1940 (bien que de petites quantités aient été produites en Ontario depuis 1858) » (Hughes 2021, 5, trad. des auteurs.es). Au cours des décennies suivantes, les Prairies vont passer d'un statut de provinces essentiellement agricoles, transitant sur des marchés instables aux prix contrôlés, à celui de provinces aisées, exportatrices d'énergie.

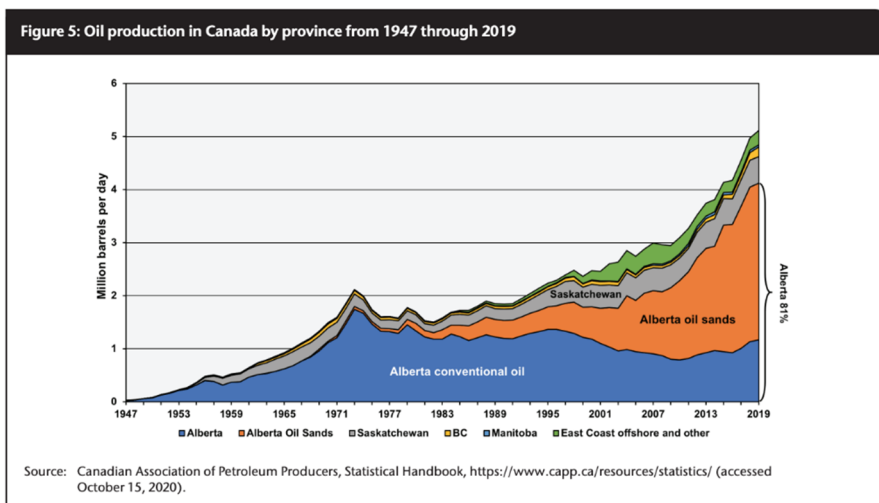


Tableau 1 : Production de pétrole, par province, depuis 1947 (repris de Hughes 2021, 20).

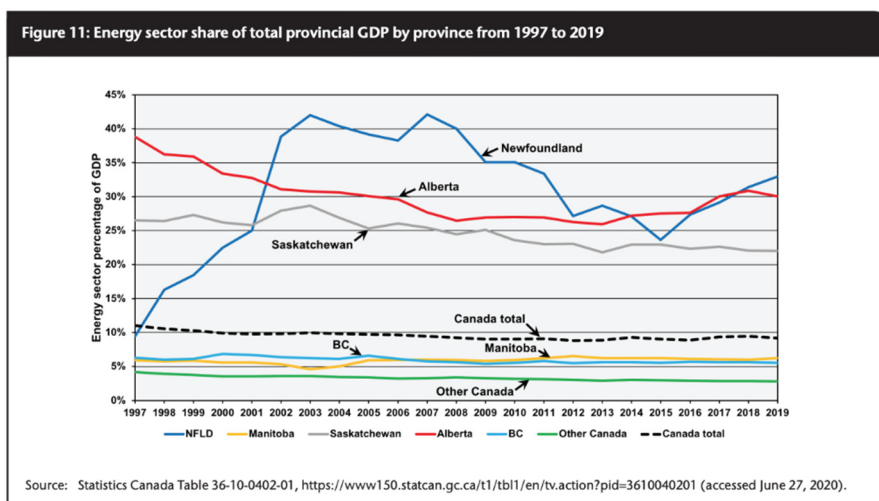


Tableau 2 : Contribution du secteur de l'énergie au PIB des provinces canadiennes, entre 1947-2019 (repris de Hughes 2021, 24)

Nous renvoyons au *tableau 1*, pour les variations de production de pétrole par province depuis 1947; et au *tableau 2* (contribution du secteur de l'énergie au PIB des provinces canadiennes entre 1947-2019). Notons qu'une grande partie de la

production énergétique canadienne est concentrée en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. En 2019, le secteur de l'énergie représentait 30 % du PIB de l'Alberta et 33 % de celui de Terre-Neuve, contre 22 % en Saskatchewan et 6 % en Colombie-Britannique. Dans le même temps, c'est bien l'hydroélectricité qui demeure le type de production qui contribue le plus à la production d'électricité au Canada : « elle a constitué 60,4 % de la production d'électricité en 2020; date à laquelle le Québec a généré 51,0 % de l'hydroélectricité produite au Canada » (Statistique Canada 2021). Le secteur hydro-électrique est un acteur économique central au Canada et au Québec (Ministère de l'Économie et de l'Innovation; Savard 2013). Au Québec, la nationalisation de ce secteur fut l'une des grandes réalisations associées au Québec conquérant de la Révolution tranquille.

Les transformations socioéconomiques induisent des transformations politiques. Des chercheurs se sont intéressés aux articulations programmatiques et organisationnelles entre l'industrie extractive et un marketing politique mobilisant la défense de l'intérêt national. Pour désigner ce phénomène, le concept de pétrodnationalisme (Griffin 2015; Gunster et al. 2021) est employé pour décrire une variante canadienne de nationalisme des ressources (Koch/Perreault 2019). On désigne par ce concept « *un cadrage idéologique* promouvant l'extractivisme comme bien national public, et pointant les critiques comme [anti-canadiennes] et étrangères au corps politique » (Gunster et al. 2021, 58). Cette définition permet de prendre en compte à la fois la distribution des profits tirés des ressources naturelles (vers des intérêts privés et la population nationale d'un pays donné) et l'expression de l'appartenance collective à la nation à travers l'idiome des ressources naturelles (Chen, 2021). Le pétrodnationalisme canadien reposerait sur la puissante influence de l'industrie des combustibles fossiles qui, en s'appropriant la rhétorique nationaliste, parvient à marginaliser l'impact environnemental de l'extraction pétrolière, justifie les subventions publiques reçues par l'industrie et entrave les tentatives de transition énergétique, donc de réduction de la dépendance du Canada à l'égard de l'extraction des combustibles fossiles (Chen 2021; Kraushaar-Friesen/Busch 2020).

La question du contrôle sur les ressources stratégiques a toujours été centrale pour les populismes de l'Ouest canadien, que l'on pense aux conflits entourant le prix du blé au début du XX<sup>e</sup> siècle ou autour des produits maritimes, par exemple, à l'aube des années 2000. Depuis les années 1980, la revendication d'un contrôle des ressources par les régionalismes autant séparatistes qu'autonomistes, à l'Ouest, s'est concentrée sur les ressources extractives. Elle s'est notamment traduite dans l'usage d'une rhétorique spécifique : le pétropopulisme.

Commençons par la dimension populiste des régionalismes de l'Ouest. Suivant une définition minimale du populisme, ce dernier repose sur une conception de la société comme « ultimement séparée en deux camps homogènes et antagonistes, le peuple pur et l'élite corrompue, et défend que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple » (Mudde/Rovira Kaltwasser 2017, 6; Dufour 2021). Que l'on définisse le populisme comme un style (Boily 2020), une stratégie (Fitzi 2019;

Weyland 2021), une idéologie (Mudde/Rovira Kaltwasser 2017; Schroeder 2020), les manifestations historiques des populismes de l'Ouest canadien sont couverts par la littérature. C'est moins le cas pour ces manifestations depuis les années 1990. Indépendamment de leur dimension populiste, des débats traversent la littérature quant à la qualification de ces populismes: « socialistes » (McCracken 2019; Naylor 2016), « radicaux » (Brym 1978; McCormack 1991), « révolte » (Sharp 1948; Sinclair 1948). De son côté, Laycock évoque un populisme « radical-démocratique », « social-démocratique » et finalement « plébiscitaire » en fonction des périodes historiques considérées.

C'est depuis le milieu des années 1980 que les populismes de l'Ouest se déplacent vers la droite du champ politique. On les répertorie désormais comme conservateurs (Farney 2018), néo-libéraux (Sawer/Laycock 2009), autoritaires (Carlaw 2017) ou d'extrême droite (Budd 2019, 2020, 2021; Neville/Langlois 2021). La dimension culturelle et historique des populismes à l'Ouest est fréquemment soulignée (Boily 2020; Gibbins/Berdahl 2003).

Les régionalismes de l'Ouest, qu'ils opèrent sur la scène fédérale ou provinciale, partagent des caractéristiques. La première tient à la mobilisation discursive d'une opposition d'ordre moral entre un peuple bon et aliéné (à l'Ouest) et des élites corrompues, viles et oppressives (à l'Est). Le peuple de l'Ouest n'est pas clairement identifié, ce qui permet au locuteur d'entretenir une confusion entre régionalisme et nationalisme, autant que sur les contours du peuple défendu. Il s'agira donc tantôt du peuple des Prairies, des vrais canadiens (*true Canadians*) ou des travailleurs ordinaires (*ordinary workers*). Le référent des élites varie également en fonction du conflit politique en cours, du locuteur et de la désignation du peuple, les deux contenant étant co-imaginés et co-dépendants (Mones, à paraître). Il s'agit alternativement des élites laurentiennes, de l'élite financière et banquière, des environnementalistes (voir Appel 2021), du Parti libéral du Canada, des bureaucrates, des intérêts spéciaux, c'est-à-dire des corps intermédiaires, des minorités racisées et de genre ainsi que des syndicats (Barney/Laycock 1999).

La trame discursive repose d'abord sur un cadrage géographique et symbolique entre l'Est et l'Ouest, puis sur une opposition morale. L'opposition se noue entre un cœur du pays qui travaille à fournir les ressources stratégiques, et les élites laurentiennes qui les subtilisent. L'Ouest est méritant, travaillant et producteur de ressources. L'Est est profiteur, dépendant et socialiste. Dans les mots du Premier ministre albertain, Scott Moe :

The same federal government who alienated our oil and gas industry is now putting global food security at risk by attacking the hard-working agriculture producers across western Canada with the arbitrary goal to reduce fertilizer usage. Saskatchewan producers use some of the most sustainable agriculture practices anywhere in the world and we need to

be sharing that story instead of targeting producers' ability to put food on the table for families at home and abroad. (Moe 2022)

En somme, une importante dimension productiviste caractérise les régionalismes de l'Ouest canadien.

La construction d'une opposition ne se traduit pas en général par une exclusion selon des critères ethniques ou nativistes entre les Canadiens eux-mêmes. Cependant, depuis les années 1980, les formations séparatistes mobilisent des clôtures sociales distinguant leurs membres des minorités linguistiques et culturelles (notamment francophones). Comme code politique, cette mobilisation capte l'attention de formations politiques marginales à l'extrême-droite de l'échiquier politique.

Ces formations politiques populistes et régionalistes insistent sur la dimension démocratique de leur projet. Ce lien entre régionalisme et démocratisation politique est central. À l'époque, il se traduisait autant à gauche dans la demande d'une démocratie sociale par les populismes des fermiers (assurance chômage; droit de vote des femmes; protection contre les fluctuations du marché) (Laycock 1990) qu'il s'illustrait à droite dans la défense du référendum, du droit de révocation des élus (par exemple par le *Reform Party* ou le *Maverick Party*), la proposition de « Triple-E Senate » ou encore de « l'Agenda pour l'Alberta » vers plus d'autonomie provinciale (Harper et al. 2001).

L'enjeu du contrôle de certaines ressources était et est toujours centrale, que celles-ci soient agricoles (Bronson 1976), fiscales et politiques (Flanagan 2019) ou, surtout depuis les années 80, gazières et pétrolières (Gunster 2019).

En ce sens, le pétropopulisme se présente ainsi comme l'une des variantes du populisme régional de l'Ouest canadien. Il consiste en une stratégie rhétorique qui associe le pétrole canadien au bien, voire au sens commun (Gunster et al. 2021, n.p.) et qui, inversement, diabolise les politiques environnementales associées aux élites déconnectées. L'accent mis sur la dimension éthique et nationaliste des ressources en gaz et en pétrole est particulièrement remarquable dans les campagnes de groupes comme Canada Action (voir Oil Sands Action 2023; Oil Respect 2023). En reconfigurant l'objet environnemental, le pétropopulisme cadre le débat dans un espace politique donné et limite l'opposition, disqualifiée comme ennemie de la communauté politique (Peyton/Franks 2016). Finalement, le pétropopulisme se présente comme un discours politique pour gagner du respect, une souveraineté, par le biais du contrôle retrouvé sur les ressources extractives – symboliquement nationalisées. Selon Gunster, la notion de populisme extractif qui, cette fois-ci, dépasse le seul secteur pétrolier, s'appuie sur trois revendications fondamentales (Gunster 2019). D'abord, l'affirmation selon laquelle l'extraction et l'exportation de ressources constituent le cœur de l'économie canadienne : la vitalité du secteur extractif est présentée comme un bien public générant des emplois bien rémunérés, des opportunités pour les entreprises et des revenus pour les gouvernements ainsi

que les services publics. Peu importe que ce cadrage corresponde ou non à la réalité économique; il s'agit d'un travail de reconstruction de l'imaginaire politique, d'une nationalisation symbolique. En retour, la consolidation de l'identité nationale canadienne se fait autour de l'industrie extractive : « extractivism is positioned as a constitutive part of what makes us all Canadian. It is, literally, < who we are and what we do > » (Gunster 2019).

Ensuite, cette forme de populisme présente le secteur extractif comme menacé, voire attaqué, par des forces politiques extérieures au corps national ou au cœur régional. Peu éloignée d'une forme de complotisme, cette stratégie de cadrage écarte les critiques auxquelles feraient face l'industrie extractive, relatives par exemple au coût financier, social et environnemental de l'extraction. Elle permet d'associer tous les obstacles auxquels ferait face l'industrie, à des forces obscures en provenance de l'étranger, visant à miner l'intérêt national canadien.<sup>3</sup>

Enfin, ce populisme promeut l'idée que la mobilisation politique collective est nécessaire pour défendre les intérêts nationaux. Cela se traduit par la mobilisation de mouvements dits < grass roots >, financés par l'industrie extractive. C'est le cas des *Energy Citizens* directement financés par le CAPP ; ou de *Canada Action*, dont les sources de financement ne sont pas rendues publiques. Principalement mis au jour par la littérature grise, encore peu étudiés par la littérature scientifique francophone, ces mouvements sociaux se sont multipliés ces dernières années.

#### *Séparatismes dans l'Ouest canadien*

Ce n'est qu'à compter de 1980 que se développent des formations séparatistes, qui vont expressément se saisir de la question extractive. Elles se développent au niveau fédéral (dès les années 1980) aussi bien que provincial (davantage à compter des années 2000). Les *tableaux 3 et 4*, illustrent notamment la grande volatilité de ces formations politiques.

Ces formations connaissent des résultats limités, si l'on exclut l'élection de Gordon Kesler en 1982 comme député fédéral séparatiste sous la bannière du *Western Canada Concept*. À sa suite, aucune autre formation séparatiste ne présenta de candidat aux élections fédérales jusqu'en 2006, année où le *Western Block Party* de Doug Christie présenta quatre candidats (ne récoltant que 1094 voix). La formation se présenta à nouveau en 2008 (195 voix) et 2011 (553 voix). Ce n'est qu'en 2021 que le *Maverick Party* multiplie ses gains en récoltant 35 178 voix. Les résultats sont évidemment très limités si on les compare à ceux de formations souverainistes aux élections provinciales québécoises sur la même période, ou aux résultats du Bloc

---

3 Voir par exemple l'enquête publique conduite en Alberta au sujet des groupes environnementalistes : *Public inquiry into anti-Alberta energy campaigns*, s. d.

Parti	Leaders	Évolutions	Programme politique	Période
Western Canada Concept	Gordon Kesley ; Jack Ramsay (issu du Reform Party) ; Doug Christie	Devenu : Western Independence Party (scission)	Conservatisme social (anti-bilinguisme : fin de la politique d'immigration ; préservation de la culture et de l'héritage chrétien et européen) ; Demande de réformes démocratiques (droit d'initiative citoyenne, droit de révocation des élus ; référendum).	1980-2013
Western Block Party	Doug Christie	Radié	Indépendance des provinces de l'ouest ; opposition au gouvernement « corrompu ». Forte insistance sur l'aliénation de l'ouest.	2005-2014
Western Indépendance Party	Fred Marshall (issu du Western Canada Concept)	Devenu : Western Canada Party (changement de nom en 2005)	Séparation des Provinces de l'Ouest et des Territoires du Nord-Ouest, pour la formation d'un nouvel État avec le Yukon ; Conservatisme fiscal (baisse des taxes) ; Libéralisme économique (propriété privée) ; Opposition au bilinguisme ; Réforme institutionnelle (réforme du Sénat + référendum) ; Conservatisme social (retrait de l'accord de Kyoto : liberté du port d'armes à feu).	1987-1988 / ravivé en 2005 (changement de nom) et 2018 (changement de nom)
Western Canada Party	Tyron Blakney	Issu du : Western Independence Party	Séparation des provinces de l'Ouest, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut pour la création d'un nouvel État. Insistance sur l'aliénation de l'ouest.	2005-....
Wexit Party	Peter Downing		Séparation des provinces de l'ouest.	2019-2020
Maverick party	Jay Hill		Représentation des intérêts des Canadiens de l'ouest.	2020-....

Tableau 3 : Formations séparatistes de l'ouest au niveau fédéral, Canada (Mones)

Nom du Parti	Leaders	Évolutions	Programme politique	Période
Separation Party of Alberta	Bruce Hutton ; Bart Hampton ; Glen Dundas ; Bob Lefurgey	Redevu : Alberta First Party (lors d'un changement de nom en 2013) ; Devenu : the Western Freedom Party (lors d'un changement de nom en 2018) ; Devenu : the Freedom Conservative Party (en 2018)	Voir : Alberta First Party	2004-2018
Alberta Independence Party	Cory Morgan	Devenu : Independence Party of Alberta	Conservatisme fiscal	2001-2019
Independence Party of Alberta	Dave Campbell	Issu de : Alberta Independence Party	Conservatisme fiscal (baisse de l'imposition sur les revenus et les sociétés) ; Abandon de la péréquation ; Opposition à la taxe carbone	2019- ...
Alberta Freedom Alliance	Sharon Maclise (ex-Reform Party)		Séparation de l'Alberta du reste du Canada	2019 ? (non enregistré)
Wexit Party Alberta	Peter Downing	Fusion dans : Wildrose independence party of Alberta	Séparation du reste du Canada ; Conservateur fiscal, social (proximité avec des groupes de droite radicale) ; Proximité avec l'industrie extractiviste	Mars -Juillet 2020

Tableau 4 : Formations séparatistes en Alberta (Mones)

Québécois sur la scène fédérale, à compter de 1991. Surtout, les séparatismes de l'Ouest apparaissent éclipsés par les régionalismes autonomistes de gouvernement national, ceux du *Confederation of Regions Party* et du *Reform Party*. Ce dernier passera près de devenir l'opposition officielle en 1993, devancé par le Bloc Québécois.

Année	Parti	Résultats électoraux
1982	Western Canada Concept	11,76%
1986	Western Canada Concept	0,65%
2001	Alberta First	0,87%
2004	Alberta First	0,5%
2008	Alberta First	0,01%
2012	Alberta First	0,005%
2015	Alberta First	0,005%
2021	Alberta Independence Party (TIP)	0,71%

Tableau 5 : Résultats de formations politiques séparatistes, aux élections générales en Alberta. (Compilation par les auteurs)

Même constat au niveau provincial, si l'on regarde les élections générales en Alberta depuis 1980 (voir le *tableau 5*). En réalité, il faut lire ces résultats en conjonction avec ceux des formations régionalistes autonomistes; par ailleurs, l'importance des séparatismes de l'Ouest tient moins à leurs résultats électoraux au niveau fédéral ou provincial qu'à leur caractère continu depuis les années 1980, leur

capacité de disruption du jeu politique conventionnel et leur capacité à influencer l'agenda politique d'autres formations sur les scènes tant provinciales (UCP Alberta) que fédérale (Conservateurs). Cette influence est notable dans l'accent mis par le gouvernement albertain depuis 2019 sur l'obtention d'un *Fair Deal* avec les autorités fédérales et la tenue d'un référendum provincial sur la sortie du système de péréquation en octobre 2021. Au sein du Parti Conservateur, cette influence s'est traduite dans le soutien affiché au *Freedom Convoy*, organisé par des séparatistes albertains, issus du *Maverick Party*, jusque dans la posture de Pierre Poilievre dans la course à la chefferie du parti (« I understand why you feel that way. I understand the frustration of being a Western Canadian and feeling like your central government is attacking you. I get it », Fedor 2022, n.p.). Dans un jeu de miroir, Poilievre se défend par ailleurs de tout soutien aux séparatismes canadiens (et critique plutôt l' élu du NPD au Québec, Alexandre Boulerice, pour son soutien à un « parti séparatiste dur », Québec solidaire). Enfin, l'arsenalisation des mouvements séparatistes de l'Ouest par l'alt-right canadienne et américaine, ainsi que sa capacité d'innovation tactique (le siège et le blocage), soulignent leur capacité de disruption du jeu politique, au-delà de leur maigre poids électoral.

#### *Séparatismes et extractivisme*

L'articulation du régionalisme et de l'extractivisme, chez les séparatistes de l'Ouest, s'illustre d'abord par le fait que ces formations séparatistes de l'Ouest émergent en réaction au Programme énergétique national (NEP) de Pierre-Elliott Trudeau. Au début des années 1980, le gouvernement fédéral libéral introduit le « NEP » en réponse à une augmentation importante du prix mondial du pétrole. L'objectif est d'encourager la canadianisation de l'industrie pétrolière. Il vise aussi à redistribuer les revenus entre les producteurs, les provinces concernées et le gouvernement fédéral. Cela passe, entre autres, par une limitation du prix du pétrole. L'opposition est très forte dans les Prairies où le programme est perçu comme une tentative délibérée et libérale d'empêcher le développement économique des provinces de l'Ouest. Une variété de formations provinciales et de partis fédéraux se développent autour d'une idéologie néolibérale, parfois libertarienne, défendant le libre marché en même temps que le soutien aux industries extractives. D'un côté, on assiste à l'émergence de micro-formations séparatistes, notamment le Western Canada Concept; de l'autre, deux partis fédéraux vont aspirer à défendre un régionalisme d'avantage autonomiste, une autre vision nationale, mais aussi dépasser, agréger et normaliser les petites formations satellites qui gravitent autour d'elles. Il s'agit du *Confederation of Regions Party* (qui dépasse l'Ouest canadien) et du *Reform Party* (« The West wants In », clame la formation). La création du *Western Canada Concept Party* (WCC) en 1980 se présente comme la première formation partisane d'un séparatisme de l'Ouest, proche des milieux d'extrême-droite ou ultra-conservateurs (Pratt et Stevenson, 1981). À sa suite, le *Western Independence Party* (1987-2018) et le *Western Canada Party* (contemporain) seront les partis fédéraux revendiquant la séparation des

provinces et territoires de l'Ouest du Canada. Les trois partis recenseront un nombre limité de membres et une audience électorale modeste. Leurs programmes sont sensiblement les mêmes, proches d'une droite très conservatrice, libertarienne sur certains enjeux – « Freedom means freedom from the State », écrit le WCC (2023, n.p.) –, protectionniste sur d'autres (forêts, extraction). La plateforme du Western Canada Concept illustre le rapport aux ressources extractive et l'émergence d'un pétropopulisme de l'Ouest :

La Confédération a été *un drain et un obstacle* au développement de la richesse et de l'industrie, des emplois et de la population dans l'Ouest. Ottawa préfère considérer les ressources de l'Ouest, qu'il s'agisse de pétrole, de poisson, de forêt ou de céréales, *comme une vache à lait à exploiter*, et les réaffecter aux électeurs des régions peuplées de l'Ontario et du Québec, où cette richesse se traduit par un pouvoir politique pour eux à Ottawa. Il en a toujours été ainsi, depuis le début de la Confédération. Jusqu'à l'Indépendance, il en sera toujours ainsi. (WCC 2023, n.p., nous traduisons et soulignons)

Le *Maverick Party* (ex-*Wexit Party*) émerge des décennies plus tard, dans la foulée de la réélection de Justin Trudeau au fédéral. Initialement séparatiste, le parti est passé, à compter de 2020, d'un programme orienté vers la tenue d'un référendum pour la séparation à un objectif d'élection de députés pour représenter l'Ouest au niveau fédéral, reprenant les objectifs du feu-*Reform Party*. Le séparatisme est davantage utilisé comme une ressource stratégique (un levier de négociation dans l'hypothèse où l'Ouest ne serait pas « justement » représenté). Le programme politique du parti plaide pour « le développement de toutes les ressources naturelles de l'ouest, tout en élargissant notre capacité à les acheminer vers nos marchés choisis, y compris le développement et l'expansion des pipelines, des chemins de fer et des routes » (Maverick Party 2022, n.p.). Sur le plan énergétique, le parti « soutient l'abrogation des projets de loi C-48 (interdiction des pétroliers dans le Pacifique Nord) et C-69 (pas de nouveaux pipelines). » Il préconise « l'augmentation de l'exploration et de l'exploitation des minéraux afin d'accroître [la] capacité de fabrication future de biens et de ressources *pour les Canadiens d'abord*, puis à des fins d'exportation » (nous soulignons). Sans surprise, il préconise « l'exportation de nos technologies de pointe dans les domaines du pétrole, du gaz naturel, du GNL, de l'hydrogène et de la séquestration du carbone *pour aider d'autres pays à réduire leurs émissions nocives* » (nous soulignons; comme nous l'avons déjà évoqué, le pétrole canadien est associé à une énergie propre). Enfin, le parti appuie le développement de corridors énergétiques avec les Premières Nations « pour expédier *notre énergie éthique* vers les marchés mondiaux » (nous soulignons la dimension morale).

Dans tous ces cas, le discours populiste de ces formations séparatistes présente la question des ressources extractives comme un instrument d'autonomie régionale ou

provinciale, et associe le pétrole à une vision productiviste, opposant les travailleurs du secteur aux élites déconnectées de l'Est, à la fois bénéficiaires de ce travail d'extraction, et minant les intérêts des Canadiens par le biais de politiques environnementales.

### **2019 et le « flirt » populiste de Québec Solidaire**

La section précédente a expliqué comment l'économie politique des hydrocarbures était un des vecteurs des formes historiques récentes de l'expression d'un sentiment d'aliénation dans une partie des Prairies et de l'Ouest canadien. Durant les dernières décennies, ce sentiment a entraîné la formation d'une coalition d'acteurs de différentes classes sociales autour d'un populisme de droite dirigé à l'encontre des élites du centre du Canada. Paradoxalement, l'économie politique extractiviste de l'Ouest canadien en est venue à nourrir un autre populisme encore, de gauche cette fois-ci, porté par la formation politique Québec Solidaire. C'est un populisme relativement rare dans la politique québécoise, si l'on met à part certaines figures politiques (Réal Caouette) ou certaines formations politiques (ADQ) (Boily 2020, 96 sq.). Comme le souligne le politologue Frédéric Boily, le Parti Québécois de René Lévesque s'était toujours tenu à distance du populisme. Depuis 2007, l'ADQ, puis la CAQ, ont mobilisé l'opposition entre les régions et Montréal, notamment durant les campagnes électorales. Ces formations n'ont pas épousé un populisme de droite du niveau des formations de droite européennes. Dans le champ gauche, la relation de Québec Solidaire avec le populisme de gauche est équivoque. Un sociologue et militant impliqué au parti, Pierre Mouterde, se demande comment l'état-major du parti a pu se sentir autorisé à aller de l'avant avec une stratégie populiste durant la campagne électorale de 2018, sans que celle-ci ne fasse l'objet de débats au près des membres (Antentas/Mouterde 2019).

Un des premiers chercheurs à avoir pris acte du virage populiste de Québec Solidaire est le politologue Éric Montigny qui signait, en 2019, une chronique sur « Le pari populiste de Québec Solidaire ». Le politologue de l'Université Laval voyait dans Québec Solidaire le premier parti politique à adopter une posture ouvertement populiste à l'Assemblée Nationale du Québec.<sup>4</sup> Reprenant en partie la critériologie de Jan-Werner Müller (Müller 2016), Montigny soutenait à l'aide d'exemples tirés essentiellement de discours des représentants de QS, que la formation remplissait les critères d'une formation populiste de gauche (voir *tableau 6*).

Montigny étayait sa démonstration en ayant recours à des affirmations des députés Andres Fontecilla, Manon Massé, Gabriel Nadeau-Dubois et Catherine Dorion.

---

4 Nous pourrions débattre de la thèse selon laquelle Québec Solidaire serait la première manifestation de populisme dans l'histoire récente du Québec. L'*Action Démocratique du Québec* et la *Coalition Avenir Québec* ont, à notre avis, également flirté avec une rhétorique populiste, de droite cette fois-ci (voir Tanguay 2022).

<b>Critères de Müller retenus par Montigny</b>	<b>Illustration chez Québec Solidaire</b>
1) Un parti populiste prétend être l'incarnation du peuple, s'opposant ainsi à la conception pluraliste de la démocratie libérale.	Andres Fontecilla : « Notre position, notre organisation, les candidats de l'ensemble de notre parti sont issus des préoccupations du peuple. » Manon Massé : « C'est pour ça que Québec solidaire a été créé, pour donner une voix au peuple. »
2) Un parti populiste se veut également antisystème et se propose de déconstruire graduellement les institutions représentatives en place.	Manon Massé : défense du droit de manifester; Amir Khadir : lance un soulier sur une image de George W. Bush
3) Un parti populiste attaque les contre-pouvoirs afin d'en miner la crédibilité, ce qui se traduit généralement par des critiques répétées envers les médias ou le pouvoir judiciaire.	Catherine Dorion : comparaison entre les médias québécois et soviétiques; G. Nadeau-Dubois : rhétorique de rupture du modèle politique

Tableau 6: Thèse de Montigny (2019) sur le populisme de gauche de Québec Solidaire

Nous ne sommes pas entièrement convaincus par les exemples retenus par Montigny. Le premier critère de Müller est celui qui s'observe le plus facilement. De 2015 à 2019, les références au « peuple » tapissent effectivement la langue politique de QS et de ses députés. En cela, la trajectoire du répertoire sémantique de Québec Solidaire est très proche de celle de La France insoumise de Jean-Luc Mélançon et plus éloignée de celle des formations social-démocrates scandinaves. Nous sommes moins convaincus par les illustrations du second critère. Défendre le droit de manifester s'inscrit très bien dans le cadre des institutions d'un État de droit libéral. Certes, Québec Solidaire mobilise ainsi un répertoire d'actions qui n'est pas celui du Parti libéral du Québec ou de la Coalition Avenir Québec, mais l'appui aux manifestations, s'il n'est pas systématiquement accompagné d'un mépris ou d'un rejet de la démocratie représentative, n'est pas un critère qui nous paraît concluant pour qualifier une formation de populiste de gauche.

Une autre pratique qui fait de Québec Solidaire un acteur populiste de gauche, est, selon Montigny, la remise en question du serment à la reine que doivent prêter les élus.es politiques québécois. Cette pratique s'inscrit, bien entendu, dans le cadre d'une remise en question des pratiques parlementaires issues de la monarchie britannique, mais est-elle spécifiquement populiste? Il nous semble que non. Le rejet des institutions monarchistes est au cœur de toute démarche politique républicaine et il ne nous semble pas, ici, s'inscrire dans un horizon populiste ou antisystème. On peut très bien faire évoluer des institutions ou des pratiques démocratiques, ainsi que

des rituels et des symboles, sans tomber dans une démarche antisystème au sens où l'entend Müller.

Enfin, le spectacle donné par Amir Khadir vise certainement à attirer désespérément l'attention médiatique (Robillard 2009), mais, encore une fois, nous ne sommes pas certains qu'on puisse le qualifier spécifiquement de populiste. Ces exemples ne nous semblent pas démontrer une opposition au système ancrée dans une opposition morale entre le peuple et l'élite. Les illustrations du troisième critère, l'anti-pluralisme, sont également équivoques. Gabriel Nadeau-Dubois a effectivement eu recours à une rhétorique de rupture, mais il ne s'en est pas pris aux chartes des droits et libertés, au « pouvoir des juges », aux institutions parlementaires, ou aux médias. La démonstration est plus convaincante dans le cas de la députée Catherine Dorion dont les sorties contre les médias et l'institution parlementaire rencontrent bien le troisième critère de Müller.

Aux exemples retenus par Montigny, on pourrait cependant en ajouter un autre concernant le troisième critère de Müller. En 2017, Gabriel Nadeau-Dubois n'affirma rien de moins que la classe politique des trente dernières années avait « trahi le Québec » (Boivin 2017). Le récit de l'humiliation (Homolar/Löffmann 2021) et celui de la trahison des élites (Rooduijn/Pauwels 2011), qui revient à rejeter une faute politique sur un *establishment* indifférencié, est symptomatique du registre populiste.

Montigny n'est pas le seul à prendre acte d'un virage populiste chez QS. Ce virage fait l'objet d'une importante discussion au sein même de Québec Solidaire. L'ancienne députée Catherine Dorion s'exprima au sujet des débats sur le populisme de gauche au sein du parti (Cassivi 2019). Plusieurs intellectuels organiques de l'état-major du parti, issus de l'entourage de Gabriel Nadeau-Dubois depuis la grève étudiante de 2012, ont appuyé un tel virage de la formation. Les professeurs Ludvig Moquin-Beaudry ou Jonathan Durant Folco, par exemple, appelèrent de leurs vœux un virage populiste de gauche à QS (Antentas/Mouterde 2019; Khadir, Durand Folco, Mouterde/Rashi 2015). Moquin-Beaudry félicita le parti d'avoir assumé ce virage, lui attribuant même les mérites de la progression du parti aux élections de 2019. Le choix de mettre Manon Massé en tête du peloton était, toujours selon lui, une façon de cadrer le parti comme l'incarnation du peuple face à « la vieille classe politique subordonnée à des intérêts puissants » (Moquin-Beaudry, cité dans Antentas/Mouterde 2019). Enfin, plusieurs contributions à la revue militante proche de Québec Solidaire, *À Bâbord*, défendirent ouvertement le populisme de gauche dans un numéro que la revue consacra à ce thème en janvier 2020.

Sur le plan sémantique, la stratégie de cadrage populiste de QS se manifesta d'abord dans un recours systématique à la catégorie pratique de « peuple » dans ses publications et statuts, notamment en ligne. Il se manifesta aussi dans le cadre de débats sur les relations organisationnelles entre le parti et les mouvements sociaux. Cependant, pour les fins de cet article, c'est la mobilisation d'un argument très précis qui nous intéresse davantage, à savoir celui selon lequel l'indépendance du Québec serait la seule façon de se libérer de l'industrie pétrolière des Prairies et de l'Alberta

en particulier. Les électeurs potentiels de QS étant beaucoup plus fermement unis derrière la cause écologiste que derrière la cause indépendantiste, un des arguments principaux que le parti mit de l'avant pour revigorer la cause souverainiste, est que l'indépendance libérerait le Québec de l'emprise d'un secteur énergétique polluant de l'Ouest canadien (Dufour/Tanguay 2021). Selon ce raisonnement, l'indépendantisme serait la conséquence logique d'une réflexion écologique.

Ce cadrage de la question environnementale au Canada et au Québec est intéressant pour notre propos. Il présente d'une part le Québec comme étant à la merci des puissantes élites extractivistes canadiennes (et non pas québécoises) et de l'autre la souveraineté du Québec comme la seule façon de s'en libérer. La souveraineté est appelée comme une rédemption pour tout écologiste qui suivrait la logique politique de ses convictions. Formulée sous la plume de la députée solidaire Christine Labrie, la souveraineté est même présentée comme la meilleure façon de pouvoir influencer l'avenir environnemental du reste du Canada. Après un survol des champs de compétence qui relèvent du fédéral en matière environnementale, Labrie fait comme si le Canada était une entité où ne siègeait pas 78 députés du Québec. L'idée que ces députés puissent créer des alliances avec les environnementalistes, les féministes ou la gauche du reste du Canada n'est pas une option considérée : le cadrage choisi présente un choix entre un Canada hors Québec extractiviste et un Québec environnementaliste, dont les élus seraient ligotés par de puissants intérêts étrangers. En conclusion, Labrie estime que « [l']indépendance du Québec est le cauchemar de l'industrie pétrolière et gazière du Canada, parce qu'elle les obligera à négocier le transport de leurs produits avec un pays fondé démocratiquement qui n'a absolument rien à y gagner » (Labrie 2021, 70). Comme dans l'Ouest canadien, il s'agit d'une stratégie de cadrage qui ne s'embarrasse pas de la réalité empirique (les rapports de force vis-à-vis des États-Unis et du Canada seraient à l'avantage d'un Québec souverain; l'équilibre commercial avec le reste du Canada; l'impact des investissements étrangers au Québec, la question des réserves stratégiques et les dynamiques géopolitiques n'est pas prise en compte, etc.). Le récit souverainiste, attaché à une forme de populisme de gauche, reconstruit l'opposition à l'autre (le Canada) autour de l'objet environnemental. Ce recours à l'argument environnementaliste pour mousser la cause souverainiste nous semble inscrire subtilement cette stratégie dans un répertoire populiste. D'abord, la dichotomie entre l'ethos extractiviste des Canadiens et l'ethos écologiste des Québécois ne peut-être démontrée clairement dans les données des sondages. Les enquêtes auprès des Canadiens illustrent la faible variabilité par province de la croyance dans la réalité du dérèglement climatique, par exemple (Brie/Mathieu 2021). Pour illustration, ce n'est pas le fédéral qui cherche à développer un projet de troisième lien favorisant une plus grande circulation d'automobiles entre les villes de Québec et de Lévis, ce sont des élus municipaux et provinciaux de la région de Québec. Ce n'est pas le gouvernement fédéral qui met des bâtons dans les roues d'un modeste projet de Tramway qui relierait la basse ville de Québec à l'Université Laval, c'est le gouvernement provincial

de la Coalition Avenir Québec. Il ne s'agit pas de nier l'importance du poids de l'industrie du pétrole dans l'Ouest canadien (les plus de 400 lobbys du secteur énergétique enregistrés auprès du Commissariat au Lobbying du Canada exerce une influence et un rapport de force bien réel). En revanche, l'absence du Québec dans la fédération canadienne consoliderait inévitablement le rapport de force des provinces les plus extractivistes au sein de la fédération canadienne. Puis, la souveraineté du Québec ne le libérerait pas du jour au lendemain de la dépendance aux hydrocarbures. Quant au reste du Canada, il verrait le poids des provinces et acteurs extractivistes croître considérablement dans une nouvelle entité politique. Le problème de l'extraction du pétrole resterait donc tout entier.

En somme, l'adhésion de Québec Solidaire à un populisme de gauche se vérifie notamment au niveau du discours et des stratégies de cadrage mobilisées. Elle se vérifie moins selon le critère de l'opposition aux contre-pouvoirs de la société civile. C'est essentiellement dans sa façon de se cadrer comme une formation parlant au nom du peuple, et encore plus spécifiquement dans sa façon de cadrer la question des hydrocarbures que Québec Solidaire a le plus emprunté au répertoire du populisme de gauche.

### **Conclusion**

Cet article a effectué une analyse comparée de deux populismes contemporains au Canada : l'un, à l'Ouest, itération séparatiste de populismes historiques; l'autre, à l'Est, sporadique, de gauche et articulé au souverainisme du parti Québec Solidaire. Ces deux populismes sont incompréhensibles en-dehors du contexte de l'économie politique de l'énergie au Canada. Nous nous sommes ainsi intéressés à l'articulation de trois phénomènes sociopolitiques dans la politique canadienne contemporaine : (1) les tendances nationalistes ou autonomistes, (2) le recours à des cadrages populistes et (3) l'importance de l'économie politique du pétrole et de l'énergie au sein de la fédération canadienne.

Depuis 1980 spécifiquement, à l'Ouest, l'extractivisme s'est profondément enraciné dans les revendications régionalistes pour plus d'autonomie politique, voire une séparation du Canada. Dans cette perspective, l'Ouest (travaillant) est présenté comme dépossédé de ses ressources clés par l'Est (profiteur). Le pétropopulisme s'inscrit dans la continuité des populismes de l'Ouest canadien. Durant les dernières années, un populisme de gauche au Québec et des populismes de droite dans l'Ouest canadien ont mobilisé la question extractive à des fins stratégiques, polarisant le débat entre énergie nationale et élites déconnectées, d'un côté, ainsi qu'entre énergies sales et projet environnemental propre, de l'autre. La question nationale et le projet de construction d'un État souverain n'apparaissent que très marginalement dans la rhétorique de ces formations, ce qui les différencie profondément de leurs homologues québécoises. L'appel à la construction d'une « nation [Saskatchewanaise] dans la nation [canadienne] », par Scott Moe en 2022 (Hunter 2021, n.p.), demeure épisodique.

Quelques hypothèses peuvent être formulées quant à l'avenir de ces populismes dans la structuration de la politique canadienne. À l'Ouest, les formations populistes et séparatistes n'ont jamais réalisé de scores électoraux importants à l'échelle fédérale (à l'exception de l'élection d'un député fédéral en 1982). Il y a fort à parier que les résultats du *Maverick Party*, la dernière itération séparatiste, resteront limités. Le sentiment d'aliénation de l'Ouest peut en effet être capté sur la scène politique fédérale par le *People's Party of Canada*, quoique cela n'ait pas réellement été le cas en 2021, ou par le Parti Conservateur, *a fortiori* depuis l'élection de Pierre Poilievre, favori des séparatistes et des populistes de droite à l'Ouest. Le populisme de l'Ouest canadien à vocation gouvernementale, telle qu'incarné par Preston Manning et dont Stephen Harper a hérité, serait alors canalisé par la droite de Poilievre : libertarienne, favorable aux autonomismes régionaux, profondément conservatrice. Le résultat pourrait en être de fortes turbulences entre les trois droites canadiennes qui forment le Parti Conservateur, jusqu'à la complète disparition des tories qui formulaient jusque-là une réponse plus modérée sur les questions environnementales et énergétiques. On assisterait ainsi à une polarisation accrue de la politique canadienne fédérale. Sur la scène provinciale, l'élection de Danielle Smith à la tête de l'UCP en Alberta, début octobre 2022, marque aussi un déplacement de l'échiquier politique provincial vers la droite et vers un agenda autonomiste : la candidate avait fait de la « souveraineté de l'Alberta » (Dawson 2022; Ross 2022) – mais pas de sa séparation, précise-t-elle (Bellefontaine/French 2022) – le fer de lance de sa campagne dans la course à la chefferie. Sur le plan extraparlémentaire, les autorités fédérales sonnent l'alarme sur l'importance des organisations de droite radicale au sein de la société canadienne. La multiplication de mouvements sociaux violents, mobilisés par les extrêmes-droites internationales, ne doit pas être évacuée : elle fait d'ailleurs l'objet des inquiétudes de la Sécurité publique canadienne (Sécurité publique Canada 2021). Les Canadiens auront à composer avec ces nouvelles tendances durant les prochaines années.

La dynamique québécoise est un peu différente. Depuis l'épisode du Convoi de la Liberté, une formation de droite populiste dirigée par Éric Duhaime, le Parti Conservateur du Québec, récolte près de 15% d'appuis dans les sondages. Cette formation est beaucoup plus à droite que la Coalition Avenir Québec. Elle pourrait venir brouiller les cartes en politique québécoise. Il est difficile de dire jusqu'où se rendra le parti populiste de Québec Solidaire. Son électorat potentiel reste divisé sur la question de la souveraineté et des tendances fortes font que cette tendance n'est pas sur le point de s'inverser (Dufour/Tanguay 2021). Il serait injuste de ne pas souligner que dans leur rôle d'opposition depuis 2019, les députés de Québec Solidaire n'ont adopté ni un style, ni un contenu populiste. Leurs contributions au débat parlementaire ont même été forts constructives.

## Bibliographie

- Ambrose, Emma/Cas Mudde, 2015, « Canadian Multiculturalism and the Absence of the Far Right », *Nationalism and Ethnic Politics* 21.2, 213-236.
- Anderson, Benedict, 2006, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London/New York: Verso.
- Antentas, Josep Maria et Mouterde, Pierre, 2019, « Québec Solidaire s'est-il transmué en parti populiste de gauche? », *Presse-toi à gauche*, 28 mai 2019, récupéré à : <https://www.presse-gauche.org/Quebec-solidaire-est-il-un-parti-populiste-de-gauche>
- Appel, Jeremy, 2021, « Jason Kenney's Anti-Environmentalist Campaign Is Winning », *Passage*, 5 août 2021, <https://readpassage.com/jason-kenneys-anti-environmentalist-campaign-is-winning/> (consulté le 23 décembre 2022).
- Barney, Darin David/David Laycock, D., 1999, « Right-Populists and Plebiscitary Politics in Canada », *Party Politics*, 5.3, 317-339, <https://doi.org/10.1177/1354068899005003004>.
- Bellefontaine, Michelle/Janet French, 2022, « Danielle Smith is new UCP leader – and Alberta's next premier », *CBC News*, 6 octobre 2022, <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/united-conservative-party-to-announce-new-leader-1.6606261> (consulté le 23 décembre 2022).
- Boily, Frédéric, 2020, *Droitisation et populisme: Canada, Québec, États-Unis*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Boivin, Simon, 2017, « La classe politique a « trahi » le Québec, selon Nadeau-Dubois », *Le Soleil*, 9 mars.
- Bourdieu, Pierre, 1980, « L'identité et la représentation ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 35.1, 63-72.
- Brie, Evelyne/Félix Mathieu, 2021, *Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*, Montréal : Presses de l'Université Laval.
- Bronson, Harold E., 1976, « Louis Aubrey Wood, A History of Farmers' Movements in Canada: The Origins and Development of Agrarian Protest, 1872-1924 », *Histoire sociale / Social History*, 9.17, 210-211, <https://hssh.journals.yorku.ca/index.php/hssh/article/view/40865>.
- Brubaker, Rogers, 1998, « Myths and Misconceptions in the Study of Nationalism », dans J. A. HALL (ed.). *The State of the Nation. Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 272-306.
- Brym, Robert J., 1978, « Regional social structure and agrarian radicalism in Canada: Alberta, Saskatchewan, and New Brunswick », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, 15.3, 339-351, <https://doi.org/10.1111/j.1755-618X.1978.tb00677.x>.
- Budd, Brian, 2021, « Maple-Glazed Populism: Political Opportunity Structures and Right-Wing Populist Ideology in Canada », *Journal of Canadian Studies* 55.1, 152-176.
- , 2020, « The People's Champ: Doug Ford and Neoliberal Right-Wing Populism in the 2018 Ontario Provincial Election », *Politics and Governance* 8.1, 171-181.
- , 2019, « The Populist Radical Right Goes Canadian: An Analysis of Kellie Leitch's Failed 2016–2017 Conservative Party of Canada Leadership Campaign », dans : Frank A. Stengel/David B. MacDonald/Dirk Nabers (dir.), *Populism and World Politics*, Cham : Springer International Publishing, 137-163.
- Cagiao y Conde, Jorge/Alain-G. Gagnon (dir.), 2019, *Fédéralisme et Sécession*, Bruxelles: Peter Lang, <https://doi.org/10.3726/b15899>.
- Carlaw, John, 2017, « Authoritarian Populism and Canada's Conservative Decade (2006–2015) in Citizenship and Immigration: The Politics and Practices of Kenneyism and Neo-conservative Multiculturalism - ProQuest », *Journal of Canadian Studies* 51.3, 782.
- Cassivi, Marc, « Journalisme et populisme selon Catherine Dorion », *La Presse*, 20 février 2019, <https://www.lapresse.ca/arts/medias/201902/20/01-5215475-journalisme-et-populisme-selon-catherine-dorion.php> (consulté le 9 janvier 2023).
- Chen, Sibó, 2021, « The Reproduction of "Petro-Nationalism" in Ethnic Media : A Case Study of WeChat Public Accounts' Coverage of the Trans Mountain Pipeline Controversy », dans : *Frontiers in*

- Environmental Science* 9, <https://www.frontiersin.org/article/10.3389/fenvs.2021.802757> (consulté le 5 mai 2022).
- Dawson, Tyler, 2022, « UCP leadership contender Danielle Smith wants Alberta to ignore federal laws it doesn't like », *National Post*, 17 juin 2022, <https://nationalpost.com/news/politics/ucp-leadership-contender-danielle-smith-wants-alberta-to-ignore-federal-laws-it-doesnt-like> (consulté le 23 décembre 2022).
- Dufour, Frédérick Guillaume, 2021, *Entre peuple et élite, le populisme de droite*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- /Djamila Mones, 2022, « Convoi Des Camionneurs : Aux Origines d'un Mouvement En Pleine Dérive », dans : *The Conversation*, <http://theconversation.com/convoi-des-camionneurs-aux-origines-dun-mouvement-en-pleine-derive-176833> (consulté le 4 août 2022).
- Dufour, Frédérick Guillaume/Francois Tanguay, « Mobilisations nationalistes au Québec : la CAQ, QS et l'élection de 2018 », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 41, 51-74.
- Farney, James, 2018, *Conservatism in Canada 3. Canadian Populism in the Era of the United Right*. Toronto : University of Toronto Press.
- Fawcett, Louise, 2004, « Exploring Regional Domains: A Comparative History of Regionalism », *International Affairs*, 80.3, 429-446, <https://doi.org/10.1111/j.1468-2346.2004.00391.x>.
- Fedor, Tyson, 2022, « Conservative leadership 'front runner' Pierre Poilievre returns to Calgary for campaign event », *CTV News*, <https://calgary.ctvnews.ca/conservative-leadership-front-runner-pierre-poilievre-returns-to-calgary-for-campaign-event-1.5859279> (consulté le 5 janvier 2023).
- Fitz, Gregor, 2019, « Populism: An Ideal-Type Assessment », dans: Gregor Fitz/Jürgen Mackert/Bryan S. Turner (dir.), *Populism and the Crisis of Democracy. Volume 1. Concepts and Theory*, Abingdon/New York: Routledge, 47-61.
- Flanagan, Tom, 2019, « The Return of the Alberta Agenda », *C2C Journal*, 22 novembre 2019, <https://c2cjournal.ca/2019/11/fbp-the-return-of-the-alberta-agenda/> (consulté le 23 décembre 2022).
- Gibbins, Roger, 1980, *Prairie Politics and Society: Regionalism in Decline*. Toronto: Butterworths.
- Gibbins, Roger/Loleen Berdahl, 2003, *Western Visions, Western Futures: Perspectives on the West in Canada*, Toronto: University of Toronto Press.
- Gouvernement du Canada, 2021, « Énergie », *Ressources naturelles Canada*, 15 octobre 2021, <https://www.rncan.gc.ca/cartes-outils-et-publications/cartes/energie/16873> (consulté le 23 décembre 2022).
- Griffin, James M., 2015, « Petro-Nationalism: The Futile Search for Oil Security », *The Energy Journal* 36.1, <http://www.iaee.org/en/publications/ejarticle.aspx?id=2662> (consulté le 13 mars 2022).
- Gunster, Shane, 2019, « Extractive populism and the future of Canada », CCPA/Canadian Centre for Policy Alternatives, 2 juillet 2019, <https://policyalternatives.ca/publications/monitor/extractive-populism-and-future-canada> (consulté le 23 décembre 2022).
- /Darren Fleet/Robert Neubauer, 2021, « Challenging Petro-Nationalism: Another Canada Is Possible? », *Journal of Canadian Studies*, 55.1, 57-87.
- Harper, Steven et al., 2001, « Programme pour l'Alberta », *Policy Options*, 1er avril 2001, <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/western-alienation/the-alberta-agenda/> (consulté le 23 décembre 2022).
- Homolar, Alexandra/Georg Löffmann, 2021, « Populism and the Affective Politics of Humiliation Narratives », *Global Studies Quarterly*, 1.1, ksab002, 1-11, <https://doi.org/10.1093/isagsq/ksab002>.
- Hughes, J. David, 2021, *Canada's Energy Sector: Status, Evolution, Revenue, Employment, Production Forecasts, Emissions and Implications for Emissions Reduction*, Vancouver: Canadian Centre for Policy Alternatives, <https://digital.library.yorku.ca/yul-1156033/canadas-energy-sector-status-evolution-revenue-employment-production-forecasts-emissions>.
- Hunter, Adam, 2021, « In calling for 'nation within a nation,' Sask.'s Scott Moe aims to emulate Quebec's policy control », *CBC News*, <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/sask-moe-nation-quebec-1.6246899> (consulté le 5 janvier 2023).

- Khadir, Amir/Jonathan Durand Folco/Pierre Mouterde/Roger Rashi, 2015, « Quel avenir pour Québec Solidaire. Un débat en sept moments », *Presse-toi à gauche*, 24 mars 2015, <https://www.pressegauche.org/Quel-avenir-pour-Quebec-solidaire> (consulté le 9 janvier 2023).
- Koch, Natalie/Tom Perreault, 2019, « Resource Nationalism », *Progress in Human Geography*, 43.4, 611-631.
- Kraushaar-Friesen, Naima/Henner Busch, 2020, « Of Pipe Dreams and Fossil Fools: Advancing Canadian Fossil Fuel Hegemony through the Trans Mountain Pipeline », *Energy Research & Social Science*, 69, 101695.
- Labrie, Christine, 2021, « Pour influencer le Canada, il faut en sortir », dans : Sol Zanetti (dir.), *Ce qui nous lie*, Montréal : Écosociété.
- Laycock, David H., 1990, *Populism and Democratic Thought in the Canadian Prairies, 1910 to 1945*, Toronto: University of Toronto Press.
- Mansfield, Edward D./Etel Solingen, 2010, « Regionalism », *Annual Review of Political Science*, 13, 145-163.
- Maverick Party, 2022, « Maverick Party Platform », *Maverick The West's Federal Party*, <https://www.maverickparty.ca/platform> (consulté le 5 janvier 2023).
- McCormack, A. Ross, 1991, *Reformers, Rebels, and Revolutionaries: The Western Canadian Radical Movement 1899-1919*, Toronto/Buffalo: University of Toronto Press. <https://utorontopress.com/9780802076823/reformers-rebels-and-revolutionaries>.
- McCracken, Damian John, 2019, « The CCF and Canada's Socialist Streak », *Federalism-E*, 20.1, 66-74, <https://doi.org/10.24908/fede.v20i1.13154>.
- Ministère de l'Économie et de l'Innovation, s. d., « Le secteur/Hydroélectricité – Ministère de l'Économie et de l'Innovation », <https://www.economie.gouv.qc.ca/bibliotheques/le-secteur/environnement/apercu-de-lindustrie-de-lenvironnement/hydroelectricite> (consulté le 2 janvier 2023).
- Moe, Scott, 2022, « Premier Scott Moe », *Twitter*, <https://twitter.com/PremierScottMoe/status/1551738949336547329> (consulté le 4 janvier 2023).
- Mones, Djamila, à paraître, « Le populisme comme stratégie de reconstruction de l'imaginaire politique », dans : Frédéric Guillaume Dufour/Efe Peker (dir.), *Le populisme et les sciences sociales* (p. Chapitre 3), Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- Montigny, Éric, 2019, « Le pari populiste de Québec Solidaire », *Policy Options politiques*, 15 janvier 2019.
- Mudde, Cas/Cristobal Rovira Kaltwasser, 2017, *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford/New York, NY: Oxford University Press.
- Müller, Jan-Werner, 2016, *What Is Populism?* Philadelphia, Penn.: University of Pennsylvania Press.
- Naylor, James, 2016, *The Fate of Labour Socialism: The Co-operative Commonwealth Federation and the Dream of a Working-Class Future*. Toronto/Buffalo: University of Toronto Press.
- Neville, Stephen J./Ganaele Langlois, 2021, « Enemy Imaginaries: A Case Study of the Far Right in Canada », *Canadian Journal of Communication*, 46.4, 777-801.
- Oil Sands Action, 2023, « Oil Sands Action », *Twitter*, <https://twitter.com/oilsandsaction> (consulté le 5 janvier 2023).
- Oil Respect, 2023, « Oil Respect », *Facebook*, <https://www.facebook.com/OilRespect/> (consulté le 5 janvier 2023).
- Peyton, Jonathan/Aaron Franks, 2016, « The New Nature of Things? Canada's Conservative Government and the Design of the New Environmental Subject », *Antipode*, 48.2, 453-473.
- Resnick, Philip, 2000, *The Politics of Resentment: British Columbia Regionalism and Canadian Unity*, Vancouver/Toronto: UBC Press.
- Robillard, Alexandre, 2009, 13 janvier, « Chaussure lancée: Khadir persiste et signe », *La Presse*, <https://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/200901/13/01-817256-chaussure-lancee-khadir-persiste-et-signe.php> (consulté le 9 janvier 2023).
- Rooduijn, Matthijs/Teun Pauwels, 2011, « Measuring Populism: Comparing Two Methods of Content Analysis », *West European Politics*, 34.6, 1272-1283, <https://doi.org/10.1080/01402382.2011.616665>.

- Ross, Alan L., 2022, « Danielle Smith's Sovereignty Act Could Flex New Federalism Muscle », *The Globe and Mail*, 6 octobre 2022, <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-danielle-smiths-sovereignty-act-could-flex-new-federalism-muscle/> (consulté le 23 décembre 2022).
- Savard, Stéphane, 2013, *Hydro-Québec et l'État québécois. 1944-2005*, Montréal : Septentrion.
- Schroeder, Ralph, 2020, « The Dangerous Myth of Populism as a Thin Ideology », *Populism* 3, 13-28.
- Sawer, Marian/David Laycock, 2009, « Down with Elites and Up with Inequality: Market Populism in Australia and Canada », *Commonwealth & Comparative Politics*, 47.2, 133-150.
- Sécurité publique Canada, 2021, « Extrémisme violent à caractère idéologique », 12 mars 2021, <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/trnsprnc/brfng-mtrls/prlmntry-bndrs/20210325/025/index-fr.aspx> (consulté le 23 décembre 2022).
- Sharp, Paul F., 1948, *The Agrarian Revolt in Western Canada: A Survey Showing American Parallels*, NED-New edition, Minneapolis: University of Minnesota Press.  
<http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctttv3d9.10>.
- Sinclair, Sol, 1948, « Review of The Agrarian Revolt in Western Canada », *Journal of Farm Economics*, 30.4, 791-794, <https://doi.org/10.2307/1232798>.
- Statistique Canada, 2021, « Approvisionnement et écoulement de l'électricité, 2020 (données définitives) », 15 novembre 2021, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211115/dq211115d-fra.htm> (consulté le 23 décembre 2022).
- Tanguay, François, 2022, *Clivages politiques, hiérarchies ethniques et transformation du système partisan québécois*, Mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal.
- The Confederation of Tomorrow, 2021, *Attachment and Advantages: How Canadians View their Country, their Province and their Neighbour*, Toronto: The Environics Institute for Survey Research.
- Weyland, Kurt, 2021, « Populism as a Political Strategy: An Approach's Enduring – and Increasing – Advantages », *Political Studies*, 69.2, 185-189, <https://doi.org/10.1177/00323217211002669>.
- Western Canada Concept (WCC), 2023, *Western Canada Concept*, <https://www.westcan.org/> (consulté le 5 janvier 2023).